

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à Bonn, Juin 2009.

Pendant ce temps...

Alors que les débats se terminent péniblement, ECO voudrait vous donner un aperçu de ce qu'il s'est passé tout autour de la planète pendant ces deux semaines de négociations.

A Bruxelles cette semaine, les ministres des finances européens ont témoigné d'une incompétence grave en n'arrivant pas à un accord sur le niveau des financements requis pour soutenir la transition des pays en développement vers une économie sobre en carbone et leur adaptation aux impacts du changement climatique.

Après 10 années de perdues, la Chambre des Représentants du Congrès des Etats-Unis s'apprête à mettre en place un objectif de réduction des émissions qui, selon certains calculs, permettrait de réduire les émissions de 1% par rapport à 1990. Le processus législatif s'avère tellement compliqué et délicat qu'il semble même perturber les négociateurs américains qui ont tenté de vendre à Bonn l'idée que les mécanismes de flexibilité pouvaient être comptabilisés comme soutien MRV aux pays en développement. Cette tentative de « double comptabilisation » a vite été reprise par d'autres pays de l'Annexe I. Cette contamination semble devenir une pandémie et va sans doute toucher fortement la prochaine réunion du MEF au Mexique.

Pas mal d'air chaud entoure l'annonce du Japon de ne réduire que de 8% ses émissions en 2020. Rappelez vous quand même que l'objectif du Japon dans le protocole de Kyoto est de -6%. En gage de mauvaise volonté, le Japon souhaite aussi récupérer le maximum d'air chaud disponible sur les marchés, dans une tentative désespérée de ne pas réduire ses émissions sur le plan national. L'Ukraine semble ainsi ravie de pouvoir offrir une telle possibilité d'aide au développement.

ECO ne va pas se plaindre que le Brésil soit arrivé en retard à la fête. Après une intense campagne (14 000 appels téléphoniques d'activistes du monde entier), le Président Lula a mis son veto sur des articles d'une loi qui auraient renvoyé la protection des forêts tropicales trente ans en arrière.

Mais revenons à Bonn. Maintenant que

tout est sur la table des négociations, l'absence de progrès est visible. Résumons. Comme l'a montré l'analyse du Secrétariat, le faible niveau d'engagements des pays industrialisés pour réduire leurs émissions compromet le futur de nos enfants (et des vôtres). Le groupe de l'Ombrelle, en particulier le Japon et le Canada, sont complètement sourds : ils n'entendent ni la science, ni les pays les plus vulnérables.

Construire un objectif agrégé était l'un des objectifs de cette négociation. L'échec sur ce point de la négociation tue tout climat de confiance. Plutôt que de construire ensemble, chacun préfère s'occuper de ses petites affaires personnelles. La Russie, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, la Biélorussie et l'Ukraine ont même refusé de mettre un objectif en discussion sur la table des négociations. Ces stratégies ne nous mettent pas sur la voie d'un succès à Copenhague.

Et sur son chemin vers le Maritime, ECO est tombé dans un gigantesque trou noir : la question du changement d'affectation des sols (LULUCF). Au nom d'une amélioration de la transparence du protocole de Kyoto, les négociateurs proposent désormais que 2,4 milliards de tonnes de carbone soient stockées sous le « bar ».

(suite page 2)



Regards Croisés

Dans le rythme effréné de ces négociations, une attention insuffisante est accordée aux efforts demandés aux pays en développement.

Il est demandé à ces derniers de réaliser des communications nationales, des inventaires de gaz à effet de serre, des programmes d'action nationaux d'adaptation (PANAs), des plans d'action d'adaptation sur le long terme et maintenant, on parle également d'actions nationales de réduction de leurs émissions (NAMAs). Autant d'exercices qui demandent des ressources humaines et financières, sans impact direct sur les populations parce que n'étant jamais suivis d'actions concrètes sur le terrain.

Une chose est certaine, quelque soit le problème - crise financière, crise du pétrole, crise climatique- les pays en développement s'adaptent par la force des choses, en étant contraints de modifier leurs modes de production et de consommation. Dans ce cas, pourquoi ne pas porter un nouveau regard et privilégier une approche intégrée, plutôt que de cloisonner l'ensemble des négociations ? NAMAs et plans d'adaptation devraient pouvoir faire partie d'une stratégie de développement sur le moyen et le long terme, donnant lieu à des actions concrètes qui permettent une amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables.

Cette approche intégrée permettrait d'éviter une situation d'exercice d'élaboration perpétuel contraire au principe d'urgence qui est d'aider les populations vulnérables à améliorer leurs conditions de vie. Un objectif qui ne pourra être atteint si nous préférons élaborer constamment sans actions concrètes....

(Pendant ce temps, suite)

2,4 milliards de tonnes, c'est plus que les émissions cumulées du Japon, du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

ECO est tout aussi frustré de constater la réticence de certains pays non Annexe I à discuter du potentiel énorme de réduction des émissions qui peut être réalisé si jamais les technologies et les finances sont disponibles. Recycler les discours de l'an passé ne sert à rien. Dans le même temps, tant que les pays industrialisés refuseront de parler d'argent, il ne se passera rien. Idem sur les questions d'adaptation. Il est logique de se demander pourquoi les pays les moins avancés et les pays les plus vulnérables signeraient un accord si ce problème n'est pas considéré sérieusement ?

Si la planète était une banque, elle disposerait dès aujourd'hui de 150 milliards de dollars pour un « plan de sauvetage ». Mais même le bureau des objets perdus au Maritime n'a pas trouvé de proposition innovante de financement. Alors pourquoi certains essaient-ils de pousser la proposition

norvégienne en dehors de l'agenda des négociations ? C'est pourtant le seul mécanisme qui permettrait de générer automatiquement des fonds conséquents.

Finalement, ce processus de négociations ne souffrirait-il pas d'une crise de leadership ? Alors que la vraie crise, la crise climatique, est en marche. Nous avons quelques années pour inverser la tendance des émissions et la volonté et l'ambition politiques sont absentes. Les éléments concrets de l'accord de Copenhague figurent déjà parmi les propositions sur la table des négociations. Les présidents des AWG LCA et AWG KP ont besoin d'un mandat fort pour consolider les différentes options avant la réunion de Bangkok. Mais ce processus nécessite la volonté de chaque Partie. A ce stade, il est urgent que les chefs d'Etat des pays industrialisés montrent la voie et s'engagent sur le transfert de technologies, les financements et des réductions plus sérieuses de leurs émissions domestiques. Pendant ce temps, le compteur tourne...

Japon : merci d'être passé, mais bon retour !

ECO se demande si le Japon prend réellement au sérieux son engagement de cultiver des liens étroits avec ses voisins du Pacifique et de les « sauver » du péril climatique. Il y a trois semaines à Hokkaido, le Premier ministre japonais Taro Aso a fait un grand discours sur le thème « Nous sommes des insulaires - vers un Pacifique prospère et écoresponsable ». La déclaration a spécifiquement mis en valeur « l'importance de la coopération dans les forums internationaux, en particulier la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique et son protocole de Kyoto, vers l'établissement d'un cadre juste et efficace après 2012, où toutes les économies importantes participeraient de façon responsable ; reconnaissant que des réductions drastiques dans les émissions globales seront nécessaires pour atteindre l'objectif ultime de la convention... » Comme geste de son supposé profond souci de l'incidence du changement climatique sur les petits états insulaires, le Japon a offert une aide supplémentaire de 50 milliards de Yens, (360 millions d'euros). Cependant hier, à peine trois semaines plus tard, le Japon a annoncé un objectif de réduction de ses émissions de 8% par rapport à 1990, soit à peine 2% de mieux que son actuel objectif de Kyoto. Peut-être

que l'expression « réductions drastiques », une fois traduite en japonais, prend un sens opposé ? Ce que le gouvernement japonais dit n'est clairement pas cohérent avec ce qu'il fait réellement. L'objectif est revenu en pleine figure de Kiminori Iwama, directeur de la Division d'Océanie, le Ministère des Affaires Étrangères japonais, qui avait déclaré un peu auparavant « les Etats insulaires du Pacifique sont confrontés à de nombreux problèmes. De notre point de vue, un des problèmes les plus sérieux est l'environnement et le changement climatique, nous tenons donc tout particulièrement à l'aborder comme une priorité absolue ». Même l'aide légèrement accrue de 50 milliards de Yens est minuscule comparée aux dommages qui seront engendrés par le changement climatique dans le Pacifique, particulièrement avec un objectif de réduction des émissions aussi pathétique. Cependant, le Japon semble avoir atteint son objectif : les décideurs des états insulaires ont gardé un silence remarqué sur le sujet. Pourtant, ces actions inadaptées face aux enjeux sont une insulte au droit des peuples insulaires du Pacifique à exister et à partager équitablement les ressources de la planète. Merci le Japon, bon retour !!!

Durée de la période d'engagements : détendez-vous !

ECO a remarqué que de plus en plus de Parties semblent convaincues que la prochaine période d'engagements du protocole de Kyoto se terminera en 2020. Pourquoi cette date ? Sans doute parce que les délégués sont de plus en plus familiers avec le tableau 13.7 du GIEC (sauf peut-être les japonais, qui continuent à lire la mauvaise ligne, mais c'est une autre histoire). C'est ce tableau qui contient la fourchette de 25 à 40% de réduction des émissions en 2020.

Reveillez-vous ! Le GIEC n'est pas une structure de négociation qui définit les dates de fin des périodes d'engagements. Ce n'est pas parce que l'Union européenne a choisi 2020 comme date butoir dans le cadre de son marché domestique du carbone qu'il faut que ce choix soit imposé au reste du monde. Il est bien plus logique de rester dans le cadre actuel du protocole de Kyoto, avec des périodes d'engagements de 5 ans, c'est-à-dire 2013-2017 pour la suivante.

Pourquoi ? D'abord parce que cela permettra de réajuster les objectifs rapidement après la sortie du 5^e rapport de synthèse du GIEC, annoncé pour 2014. Nous n'avons pas besoin de 7 ans pour adapter le niveau d'ambition de l'accord de Copenhague à la science quand même ? C'est un peu comme si on attendait d'un chauffeur de bus qu'il ne commence à réduire sa vitesse que 7 kilomètres après avoir vu le panneau lui imposant de le faire.

L'argument pour demander des périodes d'engagements de 8 ans, tourne autour de la nécessaire visibilité du signal-prix pour les investisseurs. Mais qui croit encore que les politiques et mesures nationales et régionales d'atténuation qui conditionnent les investissements vont se caler sur le rythme des périodes d'engagements ? Soyons sérieux ! Si l'on veut donner de la visibilité aux investisseurs, alors il faut mettre en place des trajectoires de réductions d'émissions jusqu'à 2050. Cela devrait quand même réduire votre niveau de stress sur ce sujet !

Remerciements

Le Réseau Action Climat-France remercie le Ministère français de l'écologie (MEEDDAT) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : D. Vandaele, M. Créach, B. Faraco, JP. Moussaly, E. Seck et l'équipe de ECO anglais.

ECO français est disponible sur : www.rac-f.org